

# RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE

2011

Synthèse



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

Le présent rapport a été établi par le personnel du Fonds international de développement agricole (FIDA) et les résultats et les conclusions qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement les opinions de ses États membres ou celles de leurs représentants au sein du Conseil d'administration. Le FIDA ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans ce document. Les désignations utilisées et la présentation de matériel dans cette publication n'impliquent pas l'expression, de la part du FIDA, d'une quelconque opinion concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de leurs autorités, ou concernant le tracé de leurs frontières ou limites. Les désignations "pays développé" ou "pays en développement" répondent à un souci de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade atteint par un pays ou une zone donnés dans le processus de développement.

Tous droits réservés.

© 2010 Fonds international de développement agricole (FIDA)

# Synthèse

## Chapitre 1. Introduction

Entre 2006 et 2008, les prix internationaux des denrées alimentaires ont doublé. Les effets de la hausse des prix se sont propagés dans le monde entier, mais les pays à faible revenu et à déficit vivrier disposant de réserves peu abondantes ont été les plus durement touchés. Globalement, quelque 100 millions de pauvres des zones rurales et urbaines ont rejoint les rangs des personnes souffrant de la faim dans le monde. Bien que les cours internationaux des produits alimentaires aient baissé dès le milieu de l'année 2008, ils restent sensiblement plus élevés qu'avant la hausse et seront probablement égaux ou supérieurs aux prix de 2010 pendant la prochaine décennie. Jusqu'ici, ce sont les pays riches qui ont assuré une grande partie de l'augmentation de la production visant à faire baisser les prix. À l'avenir, toutefois, les calculs montrent que pour nourrir une population mondiale de plus de 9 milliards d'habitants en 2050, la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70%, tandis que l'avènement de la sécurité alimentaire pour tous exigera de s'attaquer aussi aux problèmes de l'accès et du coût. À cette fin, l'agriculture – en particulier l'agriculture paysanne – devra jouer un rôle beaucoup plus actif dans ces pays, et il conviendra de s'employer davantage et plus efficacement à répondre aux préoccupations des ruraux pauvres en tant qu'acheteurs de produits alimentaires.

Pendant des décennies, l'agriculture dans les pays en développement a été pratiquée avec, en toile de fond, une faiblesse des cours mondiaux des produits alimentaires conjuguée, dans de nombreux pays, à un environnement national défavorable. L'investissement insuffisant dans le secteur de l'agriculture, les politiques inadaptées, les marchés étriqués et non concurrentiels, les infrastructures rurales défailtantes, les services productifs et financiers inadéquats et la détérioration des ressources naturelles sont autant de facteurs qui ont contribué à créer un environnement dans lequel il est fréquemment risqué, voire non rentable, pour les petits agriculteurs de participer aux marchés agricoles. Aujourd'hui, la hausse des cours mondiaux des produits agricoles contribue à créer un nouvel environnement dans lequel les petits agriculteurs doivent évoluer et qui pourrait les inciter davantage à s'insérer dans les marchés pour en tirer des bénéfices. Toutefois, pour parvenir à cette situation, l'environnement national doit également s'améliorer. Dans bon nombre de pays, il est urgent d'élaborer des politiques adaptées, d'adopter ou d'élargir les approches performantes et d'investir davantage et mieux dans le secteur agricole et dans les zones rurales.

Un environnement favorable à l'agriculture doit non seulement aplanir les questions et problèmes de longue date, mais aussi tenir compte des réalités plus récentes. Les ressources naturelles sur lesquelles repose l'agriculture – en particulier la terre et l'eau – se dégradent progressivement et font l'objet d'une compétition toujours plus âpre. Le changement climatique, qui exacerbe déjà cette situation, rendant l'agriculture plus risquée, va en s'aggravant. Les marchés nationaux de produits alimentaires se développent rapidement et deviennent plus différenciés dans un grand nombre de pays, offrant de nouveaux débouchés économiques, assortis de risques, aux petits agriculteurs. Les débouchés offerts par le

commerce et les marchés internationaux sont également en mutation, avec l'intégration croissante de filières d'approvisionnement agricole mondiales et l'émergence de grandes puissances économiques, telles que le Brésil, la Chine et l'Inde, qui représentent des sources d'offre et de demande colossales pour les produits agricoles. Dans un grand nombre de pays en développement, les zones rurales et urbaines sont de plus en plus interconnectées, et la nature changeante de la "ruralité" crée de nouvelles possibilités de promouvoir la croissance rurale et la réduction de la pauvreté. En outre, les processus de démocratisation et de décentralisation ouvrent de nouvelles perspectives dans un grand nombre de pays en développement, notamment en matière de création d'organisations représentant les ruraux pauvres, de meilleure gouvernance des zones rurales et d'autonomisation des ruraux pauvres, individuellement et collectivement. Enfin, dans toutes les régions, la proportion de la population active est en augmentation, ce qui peut favoriser la croissance économique, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

Ces dernières années, l'agriculture a fait l'objet d'un intérêt renouvelé en tant que moteur essentiel du développement et de la réduction de la pauvreté. D'ailleurs, au lendemain de la flambée des prix des denrées alimentaires, plusieurs initiatives ont vu le jour pour tenter de relancer l'agriculture dans les pays en développement. D'un autre côté, on s'intéresse de plus en plus aux problèmes posés par l'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique, et aux façons dont les ruraux pauvres pourraient accéder aux débouchés commerciaux liés aux services environnementaux et à l'atténuation du changement climatique et en tirer des avantages. De plus, le rôle de l'État dans l'agriculture et la réduction de la pauvreté rurale est réévalué tandis que l'on commence à se pencher sur le rôle que les politiques et investissements publics seraient susceptibles de jouer pour atténuer la volatilité des marchés et garantir la sécurité alimentaire nationale.

Il est largement admis que la croissance dans le secteur de l'agriculture génère habituellement les améliorations les plus importantes pour les plus démunis – en particulier dans les pays pauvres à vocation agricole. Le présent rapport convient que l'agriculture, sous réserve d'être mieux ajustée aux nouveaux risques et débouchés qui se présentent aux petits agriculteurs dans les domaines de l'environnement et du marché, peut rester un moteur essentiel de la croissance rurale et de la réduction de la pauvreté, en particulier dans les pays les plus pauvres. Dans tous les pays, toutefois, la création de nouvelles possibilités de réduction de la pauvreté rurale et de croissance économique exige une approche diversifiée du développement rural, englobant l'économie rurale non agricole aussi bien que l'agriculture. Un secteur agricole dynamique est souvent indispensable pour stimuler la croissance rurale diversifiée. Mais on assiste aussi à l'émergence de nouveaux facteurs non agricoles de la croissance rurale dans plusieurs contextes, qui sont susceptibles d'être exploités.

L'hypothèse fondamentale mise en avant dans ce rapport est que la nécessité pour les ruraux pauvres de maîtriser les nombreux risques auxquels ils sont confrontés amoindrit leur capacité de profiter des nouveaux débouchés offerts à la fois par l'agriculture et l'économie non agricole. Tout au long du rapport, l'accent est mis sur le rôle capital que les politiques, les investissements et la bonne gouvernance peuvent jouer pour réduire les risques et aider les ruraux pauvres à mieux les gérer, mettant ainsi les nouveaux débouchés à leur portée. Toutefois, les nouvelles formes de collaboration entre l'État et la société, associant les ruraux et leurs organisations, le secteur des entreprises et les divers acteurs de

la société civile, doivent aussi être encouragées. Ces partenariats sont cruciaux pour la mise au point d'outils efficaces de gestion et d'atténuation des risques.

## Chapitre 2. L'état actuel de la pauvreté rurale

La population du monde en développement demeure plus rurale qu'urbaine: quelque 3,1 milliards de personnes, soit 55% de la population totale, vivent en milieu rural. Toutefois, entre 2020 et 2025, la population rurale totale atteindra un pic avant d'entamer son déclin, et la population urbaine du monde en développement dépassera sa population rurale. En Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est, le nombre de ruraux est déjà en déclin. Ailleurs, la croissance de la population rurale ralentit. Les chiffres commenceront à baisser vers 2025 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ainsi qu'en Asie du Sud et du Centre, et vers 2045 en Afrique subsaharienne.

Bien que la pauvreté ait considérablement reculé dans certaines parties du monde au cours des dernières décennies – notamment en Asie de l'Est –, il n'en reste pas moins que 1,4 milliard de personnes survivent avec moins de 1,25 USD par jour et que près de 1 milliard de personnes souffrent de la faim. Au moins 70% des personnes très pauvres dans le monde résident dans les zones rurales, et une grande proportion des personnes pauvres et touchées par la faim sont des enfants et des jeunes. Il est probable que cette situation ne changera pas dans le futur immédiat malgré l'urbanisation généralisée et les changements démographiques observés dans toutes les régions. L'Asie du Sud, qui affiche le nombre le plus élevé de ruraux pauvres, et l'Afrique subsaharienne, où l'incidence de la pauvreté rurale est la plus forte, sont les régions les plus durement frappées par la pauvreté et la faim. Les niveaux de pauvreté varient considérablement, toutefois, non seulement entre les régions et les pays, mais aussi à l'intérieur des pays.

Les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres sont variables selon les régions et les pays ainsi qu'à l'intérieur des pays. Ils reposent, à des degrés divers, sur l'agriculture paysanne – y compris l'élevage et la pêche artisanale –, le travail salarié agricole, le travail salarié ou indépendant rural non agricole et la migration. Alors que certains ménages dépendent essentiellement d'un seul type d'activité, la plupart s'efforcent de diversifier leurs sources de revenus, parce que c'est un moyen de réduire les risques. L'agriculture joue un rôle capital dans la plupart des pays – plus de 80% des ménages ruraux pratiquent l'agriculture sous une forme ou sous une autre, et les ménages les plus pauvres sont, en général, ceux qui dépendent le plus de l'exploitation familiale et du travail salarié agricole. Toutefois, les sources de revenus extra-agricoles occupent une place croissante dans les régions, et les augmentations de revenus des ménages sont généralement associées à la progression de la part de revenus provenant du travail salarié ou indépendant non agricole.

La pauvreté rurale s'explique par le manque de moyens de production, les perspectives économiques limitées et le faible niveau d'instruction et de qualification ainsi que les désavantages enracinés dans les inégalités sociales et politiques. Pourtant, un grand nombre de ménages basculent dans la pauvreté et en sortent à plusieurs reprises, quelquefois en l'espace de quelques années. Ainsi, bien que certains ménages ruraux restent englués dans une pauvreté chronique ou persistante, une proportion relativement élevée de personnes ne sont pauvres que d'une manière ponctuelle. Les causes principales de la chute des ménages dans la pauvreté sont les chocs, par exemple la maladie, les

mauvaises récoltes, les dépenses sociales excessives ou les conflits et les catastrophes. La sortie de la pauvreté est associée à l'initiative personnelle et à l'esprit d'entreprise. Elle est fortement corrélée à des caractéristiques du ménage telles que l'éducation et la possession de moyens de production physiques et est également tributaire de la santé des intéressés. Outre les facteurs caractérisant le ménage, la croissance économique et l'offre locale de débouchés, marchés, infrastructures et institutions d'appui – sans oublier la bonne gouvernance – sont tout aussi importantes. Ces facteurs tendent à être inégalement distribués à l'intérieur d'un pays donné.

Certains groupes – en particulier les femmes rurales, les jeunes, les peuples autochtones et les minorités ethniques – restent souvent à la traîne d'une manière disproportionnée en raison des désavantages enracinés dans les inégalités. Si l'on veut que ces groupes surmontent leurs désavantages, il convient de mettre à leur disposition des moyens de production et de renforcer leurs capacités – individuelles et collectives –, tout en créant localement des débouchés accessibles et en aplanissant les risques auxquels ils sont confrontés ou en les aidant à mieux les gérer. Jusqu'à récemment, le renforcement des capacités des ruraux a souvent été traité indépendamment de l'investissement dans la création des conditions favorables au développement rural. Or, ces questions doivent être traitées concurremment si l'on veut promouvoir une sortie de la pauvreté généralisée et une croissance rurale bénéfique pour tous et plus particulièrement pour les pauvres.

### Chapitre 3. L'importance de l'examen du risque

La prévention et la gestion des risques, indispensables à la sortie de la pauvreté des ménages ruraux pauvres, sont donc au cœur de leurs stratégies de subsistance. À l'échelon du ménage, les décisions concernant l'allocation et l'utilisation de l'argent liquide, de la terre et de la main-d'œuvre dépendent non seulement des débouchés disponibles, mais aussi de la nécessité de prémunir le ménage contre les chocs susceptibles de le jeter dans la pauvreté, de l'empêcher d'en sortir ou de réduire sa capacité de pourvoir à ses besoins essentiels. D'ailleurs, dans de nombreux cas, la nécessité de minimiser une telle éventualité amoindrit la capacité de tirer parti des débouchés, ceux-ci étant habituellement associés à un certain degré de risque. En général, les ménages ruraux gèrent les risques grâce à la diversification des activités: les petits agriculteurs peuvent produire une grande variété de cultures ou associer les cultures à l'élevage. Un grand nombre de ménages recourent aussi aux activités non agricoles pour compléter leurs revenus et réduire les risques associés à l'agriculture – ou vice versa. L'accumulation des moyens de production – l'argent, la terre, le cheptel et d'autres actifs – est également essentielle pour amortir les chocs, et elle représente un élément capital des stratégies de gestion des risques à l'échelon du ménage.

Les chocs constituent le facteur majeur de l'appauvrissement ou du maintien dans la pauvreté. Les ruraux pauvres sont moins résistants que les personnes plus aisées parce qu'ils ont moins de moyens de production à leur disposition pour refaire surface en cas de choc. Dans une telle situation, ils peuvent être obligés de recourir à des stratégies de survie impliquant l'endettement, la vente de biens ou la suppression de l'éducation des enfants et des jeunes – ce qui aggrave d'autant plus leur vulnérabilité face aux chocs futurs.

Dans de nombreuses régions du monde, les ruraux pauvres vivent dans un contexte de risque toujours plus âpre. Ils sont confrontés non seulement aux risques de longue date

liés à la maladie, la variabilité climatique, les marchés, le coût des cérémonies sociales importantes et la mauvaise gouvernance – y compris la fragilité de l'État –, mais aussi à de nombreux autres facteurs d'apparition plus récente. Ces facteurs sont la dégradation des ressources naturelles et le changement climatique, l'insécurité croissante de l'accès à la terre, la pression plus forte exercée sur les ressources collectives et les institutions apparentées et la volatilité persistante des prix des denrées alimentaires. Dans un tel environnement, les nouvelles possibilités de croissance en milieu rural risquent de ne pas être à la portée d'un grand nombre de ruraux pauvres. Souvent, des politiques novatrices et des investissements sont indispensables pour aplanir les risques nouveaux ou émergents et améliorer la réponse apportée à ceux qui existent de longue date.

Si l'on veut placer une juste appréciation des risques et des chocs au cœur d'un nouveau programme pour la croissance rurale et la réduction de la pauvreté, il convient d'adopter une approche diversifiée. D'une part, il s'agit de renforcer la capacité des ruraux pauvres de maîtriser les risques en appuyant et en élargissant les stratégies et les outils qu'ils utilisent pour gérer les risques et survivre, et de les aider à acquérir des compétences, des connaissances et des moyens de production leur permettant de mettre sur pied de nouvelles stratégies. D'autre part, il est nécessaire de rendre les conditions dans lesquelles ils vivent moins risquées, que ce soit du point de vue des marchés, des soins de santé et des autres services essentiels, de l'environnement naturel ou de la sécurité en période de conflit. Les domaines prioritaires spécifiques sont le renforcement des organisations communautaires, notamment aux fins de la conception de nouveaux mécanismes de solidarité sociale; la promotion de la diffusion plus étendue et poussée d'une série de services financiers adaptés aux ruraux pauvres; et l'appui aux programmes de protection sociale susceptibles d'aider les ménages pauvres à amasser des moyens de production, réduire les risques et investir plus facilement dans les activités génératrices de revenus rentables.

#### **Chapitre 4. Des marchés agricoles pour accroître les revenus**

Des marchés agricoles qui fonctionnent bien sont indispensables à la croissance rurale et à la réduction de la pauvreté. La plupart des ménages ruraux sont connectés au marché, que ce soit pour vendre leurs produits, acheter des denrées ou les deux. Toutefois, le degré de connexion est extrêmement variable. La participation au marché est souvent incertaine, risquée et soumise à des termes de l'échange défavorables. Dans de telles conditions, un grand nombre de ménages préfèrent produire leurs propres aliments plutôt que de les acheter sur les marchés locaux, tandis que d'autres limitent leurs investissements dans les cultures commerciales faute de marchés fiables pour écouler leurs produits. En revanche, l'accès à des marchés rémunérateurs et fiables peut permettre aux ménages ruraux de commercialiser leur production et d'améliorer leurs revenus agricoles. Les gains, les coûts et les risques associés sont liés au contexte et à la filière, et ils varient d'un producteur à l'autre. Toutefois, il est généralement difficile pour les ruraux pauvres de profiter des débouchés rentables offerts par les marchés et de maîtriser correctement les risques qui les accompagnent.

Les marchés de produits agricoles ont subi de profondes transformations ces deux ou trois dernières décennies, en termes d'ampleur et de nature de la demande, d'organisation

de l'offre et de gouvernance. Dans la plupart des pays en développement, la demande pour les produits agricoles, en particulier les produits à valeur élevée, augmente rapidement compte tenu du nombre croissant et des revenus plus substantiels des consommateurs urbains. La multiplication rapide des supermarchés stimule la mise en place de filières modernes, en particulier pour les aliments à forte valeur. Ces filières sont généralement mieux organisées, coordonnées et sont soumises à des normes plus rigoureuses que les marchés traditionnels, mais ces derniers continuent à jouer, dans la plupart des pays, un rôle non négligeable dans les circuits d'approvisionnement en produits alimentaires. Les marchés et les filières restructurés ou modernes offrent un nouvel environnement aux petits agriculteurs, caractérisé par des débouchés potentiellement rentables mais, en contrepartie, des coûts d'entrée plus élevés et un risque de marginalisation accru. Les marchés traditionnels restent une alternative intéressante et parfois une option de secours.

La structure des marchés agricoles mondiaux et régionaux devient par ailleurs plus intégrée et concentrée. La carte du commerce agricole mondial a changé, certaines puissances économiques en rapide expansion prenant un plus grand poids. Beaucoup de marchés de l'exportation tendent à exclure les petits fournisseurs, un processus qui s'est intensifié avec l'application, par les revendeurs du Nord, de normes plus rigoureuses aux produits et aux processus. Mais quelques filières mondiales offrent des débouchés intéressants aux petits agriculteurs – et aux autres habitants des zones rurales travaillant dans la transformation des produits agricoles ou les industries auxiliaires. Les petits exploitants doivent être capables de déterminer les coûts et les avantages respectifs de la participation aux marchés modernes, traditionnels, nationaux et mondiaux, au cas par cas, afin de faire leurs choix en connaissance de cause.

Il est important de réduire les risques et les coûts de transaction dans les filières pour déterminer si les petits exploitants ont intérêt ou non à s'intégrer dans des marchés agricoles modernes. Le renforcement de leur capacité d'organisation est indispensable si l'on veut que leur participation aux marchés soit plus efficace et si l'on souhaite réduire les coûts de transaction tant pour eux que pour leurs partenaires commerciaux. Les infrastructures jouent aussi un rôle non négligeable – en particulier les transports et les technologies de l'information et des communications – dans la réduction des coûts et des incertitudes et l'amélioration des flux d'informations sur les marchés. Les contrats peuvent être utiles dans la mesure où ils instaurent souvent la confiance entre les petits agriculteurs et les agro-industries et facilitent l'accès des agriculteurs au crédit pour les intrants et à d'autres services financiers. L'essor des initiatives liées à la responsabilité sociale des entreprises de l'industrie alimentaire mondiale crée un contexte de plus en plus favorable à l'établissement de ce type de contrats.

Les hauts responsables, les organisations de la société civile, les ONG et les donateurs peuvent jouer un rôle décisif en aidant les petits agriculteurs et les intermédiaires du marché à établir et à développer des liens commerciaux durables. D'un autre côté, il est nécessaire de considérer les filières agricoles non seulement comme une source de débouchés pour les petits agriculteurs, mais aussi comme une source de création d'emplois et de demande de services auprès du reste de la population rurale. Il convient donc de s'intéresser aux mesures concernant la création d'emplois et la réduction des risques pour les ruraux employés et prestataires de services.

## Chapitre 5. Intensification durable de l'agriculture

Le doublement de la production alimentaire dans les pays en développement d'ici à 2050 passe, avant tout, par une utilisation plus intensive des terres et des rendements plus élevés. Ces 40 dernières années, la production alimentaire a progressé à un rythme égal ou supérieur à celui de la croissance démographique, la productivité agricole améliorée se traduisant par une augmentation considérable de l'approvisionnement alimentaire mondial et, jusqu'à une période récente, des prix en baisse pour les denrées alimentaires. Toutefois, les incidences environnementales externes des approches de l'intensification agricole fondées exclusivement sur l'utilisation de semences améliorées et de produits agrochimiques en grandes quantités suscitent des préoccupations. Dans un contexte marqué par l'altération des ressources naturelles, la pénurie d'énergie et le changement climatique, un consensus se dessine aujourd'hui en faveur d'une approche plus systémique. Certes, les intrants améliorés restent indispensables à l'accroissement de la productivité, au même titre que les politiques porteuses et l'investissement énergétique dans la recherche et le développement agricoles et l'amélioration des infrastructures. Mais compte tenu des circonstances qui prévalent aujourd'hui, l'approche doit aussi permettre de mieux protéger ou régénérer la base de ressources naturelles et rendre les systèmes de production agricole plus résistants face aux variations et aux changements climatiques.

Depuis quelque temps, on assiste à l'émergence d'un programme d'action pour une intensification agricole durable tandis qu'un nombre croissant de pratiques allant en ce sens – et reposant, pour certaines, sur des techniques traditionnelles – ont été adoptées par les agriculteurs au cours des dernières décennies. Le programme d'action émergent mise sur une approche plus systémique de la gestion durable des ressources naturelles. L'approche privilégie l'adoption d'une perspective agroécologique conjuguée à une utilisation plus sélective des intrants externes, l'optimisation des synergies dans le cycle agricole et l'adaptation au changement climatique. D'une manière générale, les pratiques consistent à améliorer la fertilité, la structure et la capacité de rétention d'eau des sols, moyennant l'utilisation d'un ensemble de ressources organiques, biologiques et minérales, et à utiliser l'eau plus parcimonieusement et efficacement en évitant tout gaspillage. Elles complètent, sans la remplacer, l'intensification fondée sur l'utilisation des intrants externes, et aucune d'entre elles – individuellement ou collectivement – ne correspond à un modèle préétabli. Au demeurant, le programme suppose que les agriculteurs conçoivent leurs propres pratiques pour résoudre leurs problèmes spécifiques, des pratiques ancrées dans leurs connaissances des réalités locales mais tirant parti des recherches scientifiques. Ces trois aspects – approche systémique, adaptation au contexte et fusion des savoirs des agriculteurs et des connaissances scientifiques – sont les clés du programme d'action émergent.

Le programme a beaucoup à offrir aux petits agriculteurs. Là où les conditions du marché s'y prêtent, le programme peut favoriser l'accroissement de la productivité, l'utilisation plus efficace des ressources locales, l'amélioration de la résistance au stress climatique et la prestation des services environnementaux – y compris les services liés à l'atténuation du changement climatique. Dans la mesure où elle peut être adaptée aux diverses exigences des agriculteurs, hommes et femmes, et aux moyens de production dont ils disposent, on peut considérer que l'intensification agricole durable est une approche susceptible de mettre à leur portée un plus grand nombre de débouchés du marché, tout en réduisant les risques ou en renforçant leur capacité de les gérer.

Des incitations et des mesures d'atténuation des risques adéquates doivent être mises en place pour faciliter le passage des petits exploitants agricoles à l'intensification agricole durable. Il est nécessaire, en particulier, de sécuriser la tenure foncière et de développer les marchés de services environnementaux. Par ailleurs, les petits agriculteurs doivent acquérir la capacité de fusionner leurs expériences et leurs connaissances avec les approches modernes fondées sur la science et de concevoir des solutions efficaces à leurs problèmes. À cet effet, il conviendra de renforcer l'enseignement, la recherche et les services consultatifs dans le secteur de l'agriculture et de promouvoir la collaboration, l'innovation et la résolution conjointe des problèmes auprès des petits agriculteurs, des chercheurs et des prestataires de services. Il sera également nécessaire d'encourager les gouvernements, la société civile, le secteur privé et – en tout premier lieu – les agriculteurs et leurs organisations à fonder des coalitions, à partager les responsabilités et à créer des synergies.

### **Chapitre 6. Créer des opportunités dans l'économie rurale non agricole**

La participation à l'économie rurale non agricole – sous la forme de travail salarié ou de travail indépendant – est un élément de plus en plus important des stratégies de gestion des risques de nombreux ménages ruraux. Pour un nombre croissant de ruraux, en particulier les jeunes d'aujourd'hui, c'est un bon moyen de sortir de la pauvreté. Bien que ce secteur ait été négligé par les hauts responsables dans un grand nombre de pays, son développement, en tant que source de croissance et d'emploi, suscite un nouvel intérêt dans les pays à vocation agricole, en transformation ou urbanisés.

L'agriculture reste un moteur fondamental du développement économique non agricole puisque chaque dollar de valeur ajoutée dans le secteur agricole génère 30 à 80 centimes de dollars supplémentaires de revenus secondaires ailleurs dans l'économie. Toutefois, aujourd'hui, quatre autres facteurs importants contribuent à stimuler la croissance de l'économie non agricole. Premièrement, l'urbanisation avec, en particulier, le développement des villes petites et moyennes et l'intégration croissante des économies rurale et urbaine. Deuxièmement, les processus de libéralisation et de mondialisation, qui sont susceptibles de favoriser la création d'emplois et la demande de services dans les zones rurales. Troisièmement, les systèmes améliorés de communication et d'information, en particulier l'extension de la couverture de la téléphonie mobile dans les zones rurales. Enfin, l'accroissement des investissements dans les systèmes décentralisés d'énergie renouvelable. Ces facteurs existent à des degrés divers et se combinent différemment selon les pays et les zones d'un même pays, créant différentes possibilités de développer l'économie rurale non agricole.

Si l'on veut exploiter ces nouveaux facteurs, il faut améliorer les incitations et atténuer les risques pour les acteurs concernés, ce qui suppose des investissements en milieu rural dans les infrastructures et les services tels que l'énergie et le transport, et une meilleure gouvernance. Les conditions préalables susceptibles d'encourager les investissements privés sont l'amélioration de la conjoncture économique et l'offre de services d'appui au développement des entreprises et de services financiers adaptés aux besoins des petits entrepreneurs, hommes et femmes. Pour les sociétés, la possibilité de recruter de la main-d'œuvre qualifiée est capitale. Pour les travailleurs ruraux, un environnement amélioré est un environnement dans lequel ils trouvent des emplois décents, où leurs droits et leur capacité d'organisation sont reconnus et où des efforts sont faits pour lutter contre la

prévalence des emplois mal payés, précaires et non réglementés – occupés dans la plupart des cas par des femmes – dans le secteur informel. Les migrants ruraux veulent que leurs droits soient reconnus et que leur capacité d’organisation bénéficie d’un soutien, et ils souhaitent pouvoir envoyer de l’argent chez eux facilement et à bas coût. Le rôle des acteurs publics dans la création d’un environnement propice au développement de l’économie rurale non agricole est important, mais il peut se borner en grande partie à faciliter et à catalyser les initiatives prises par d’autres, par exemple, les sociétés privées ou les organisations de travailleurs ruraux.

Il est essentiel de renforcer la capacité des ruraux de tirer parti des débouchés offerts par l’économie rurale non agricole. L’éducation et les compétences revêtent une importance particulière, parce qu’elles permettent aux jeunes et aux adultes vivant dans les zones rurales d’accéder à des emplois intéressants voire de lancer et de gérer leurs propres entreprises. Les formations techniques et professionnelles, en particulier, doivent être développées, renforcées et mieux ajustées aux besoins actuels des ruraux, qu’il s’agisse de microentrepreneurs ou de travailleurs désireux de rester dans leur zone d’origine ou, au contraire, attirés par la migration. Le renforcement des capacités sur tous ces fronts exige des formes variées et souvent novatrices de collaboration, dans lesquelles les gouvernements jouent un rôle déterminant en tant qu’animateurs, catalyseurs et médiateurs et dont le secteur privé, les ONG et les donateurs sont des partenaires importants.

## Chapitre 7. Que faut-il faire et comment?

Dix ans après le début du nouveau millénaire, lutter contre la pauvreté rurale tout en nourrissant une population mondiale croissante dans un contexte de pénurie environnementale et de changement climatique en perpétuelle aggravation représente un formidable défi. Une action énergique est requise dès maintenant pour rectifier les nombreux facteurs qui perpétuent la marginalisation de l’économie rurale. Il faut faire en sorte que les femmes, les hommes et les jeunes des zones rurales puissent saisir les nouvelles chances de participer à la croissance économique, et les aider à mieux maîtriser les risques. Par-dessus tout, cette action doit transformer les zones rurales, actuellement en plein marasme, en lieux où les jeunes d’aujourd’hui désireront vivre et où ils pourront satisfaire leurs aspirations. Comment parvenir à de tels résultats? Bien entendu, la réponse n’est pas simple. Les pays sont profondément différents à de nombreux égards: développement économique, modèle de croissance, incidence et gravité de la pauvreté rurale et taille et structure du secteur agricole et rural. À l’intérieur des pays, les situations sont très variables selon les zones, si bien que les possibilités de croissance peuvent varier du tout au tout. Par conséquent, il n’existe pas de solution universelle pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale. Les domaines prioritaires, les questions à régler et les rôles des différents acteurs varieront en fonction du contexte.

Néanmoins, il est nécessaire de dépasser les approches sectorielles étroites et strictement séquentielles de la croissance rurale. L’agriculture continue à jouer un rôle majeur dans le développement économique d’un grand nombre de pays, et elle reste un moyen primordial de sortir de la pauvreté pour un grand nombre de femmes, d’hommes et de jeunes vivant en milieu rural – en particulier ceux qui peuvent en faire une “entreprise prospère”. De plus, dans toutes les régions en développement, les petits agriculteurs sont confrontés à des défis majeurs

– bien que très divers. La priorité accordée à l’agriculture, en vue de les aider à faire face à ces défis, doit rester un élément central des efforts visant à la réduction de la pauvreté mais aussi le développement économique. En toutes circonstances, l’objectif ultime doit être le développement de systèmes d’agriculture paysanne productifs, bien intégrés dans des marchés dynamiques (pour les services environnementaux ou les produits alimentaires et agricoles), durables au plan environnemental et résistants face aux risques et aux chocs. Ces trois éléments sont des caractéristiques essentielles d’une agriculture paysanne viable, considérée comme une stratégie de subsistance pour la génération de demain. Un secteur agricole dynamique ainsi qu’une série de nouveaux facteurs peuvent aussi favoriser l’essor de l’économie rurale non agricole dans une grande variété de contextes nationaux. Si l’on veut multiplier les possibilités de réduction de la pauvreté rurale et de croissance économique, il est nécessaire d’adopter une approche diversifiée de la croissance rurale et de miser sur l’économie rurale non agricole au sens large. Pour mettre l’accent sur ces deux secteurs – agriculture paysanne et économie rurale non agricole –, il convient de focaliser les efforts et les investissements sur quatre domaines :

- **Améliorer l’environnement global dans les zones rurales** pour en faire des lieux où les habitants ont davantage de perspectives et courent moins de risques et où les jeunes peuvent se construire un futur. Il est nécessaire d’accorder plus d’attention aux infrastructures et aux installations et d’y investir davantage: en particulier les routes, l’électricité, l’approvisionnement en eau et l’énergie renouvelable. Les services ruraux, y compris l’éducation, les soins de santé, les services financiers, la communication et l’information et les services de technologies de la communication sont tout aussi importants. Enfin, la bonne gouvernance est indispensable au succès de tous les efforts déployés pour promouvoir la croissance rurale et réduire la pauvreté, y compris l’élaboration d’une approche plus durable de l’intensification agricole.
- **Réduire les risques encourus par les ruraux pauvres et les aider à améliorer leur capacité de gestion des risques.** Cet aspect doit devenir un élément central et transversal d’un programme de développement rural favorable aux pauvres. Il doit sous-tendre l’appui apporté à la fois à l’agriculture – et l’intensification durable reflète cette préoccupation – et à l’économie rurale non agricole. Il suppose de développer ou de stimuler le marché pour proposer des technologies et services novateurs, propres à réduire les risques, aux petits agriculteurs et aux ruraux pauvres. Enfin, il implique l’extension de la protection sociale et le renforcement des capacités individuelles et collectives des femmes, des hommes et des jeunes vivant en milieu rural.
- **Développer les capacités individuelles.** C’est un aspect qui doit bénéficier d’un surcroît d’attention dans le programme de développement rural. La productivité, le dynamisme et l’innovation dans l’économie rurale passent par la qualification et l’éducation de la population concernée. Les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants vivant en milieu rural doivent tous acquérir des compétences et des connaissances pour être en mesure de profiter des nouveaux débouchés économiques offerts par l’agriculture, l’économie rurale non agricole voire le marché de l’emploi non rural. Il est particulièrement nécessaire d’investir dans l’enseignement postprimaire, les formations techniques et professionnelles et les établissements d’enseignement supérieur réorientés pour l’agriculture.
- **Renforcer les capacités collectives des ruraux** afin de donner à ces derniers la confiance, la sécurité et le pouvoir dont ils ont besoin pour se libérer de la pauvreté. Les

organisations de ruraux ont un rôle clé à jouer, en aidant leurs membres à maîtriser les risques, à apprendre de nouvelles techniques et à acquérir des compétences, à gérer les moyens de production individuels et collectifs et à commercialiser leur production. En outre, elles représentent les intérêts des ruraux, négocient en leur nom lors des interactions avec le secteur privé ou le gouvernement et peuvent veiller à ce que ces derniers soient tenus de rendre des comptes. Un grand nombre d'organisations souffrent de problèmes de gouvernance, de gestion ou de représentativité, mais il n'en reste pas moins qu'elles représentent généralement les intérêts des ruraux pauvres mieux que n'importe quel acteur extérieur. Elles doivent être renforcées pour devenir plus efficaces, et elles doivent pouvoir faire davantage entendre leur voix pour influencer les politiques.

Au lendemain de la crise alimentaire, la communauté des donateurs internationaux a lancé une série d'initiatives visant à appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour promouvoir l'agriculture paysanne. Elle a aussi indiqué sa détermination à aider les pays en développement à atténuer le changement climatique et à s'y adapter. Mais les investissements dans l'agriculture et l'économie rurale non agricole restent bien inférieurs aux niveaux requis, et l'élan donné par ces initiatives récentes doit être maintenu. Le programme d'action proposé dans le présent rapport fait écho aux préoccupations internationales croissantes tout en proposant des idées d'initiatives concrètes. L'accroissement des investissements dans les domaines mis en exergue dans le rapport – dont certains ont été totalement négligés ces dernières années – peut permettre de conduire à titre pilote de nouvelles approches et méthodes de travail dans le cadre d'itinéraires d'apprentissage, de promouvoir l'analyse et la réforme des politiques et de financer la transposition à plus grande échelle des petites initiatives performantes. De plus, un grand nombre de pays en développement et de pays récemment développés ont été aux prises avec les problèmes abordés dans le rapport. Il existe donc un énorme besoin d'amélioration du partage des connaissances entre les pays en développement.

On estime aujourd'hui à 1 milliard le nombre de ruraux pauvres dans le monde. Mais il y a de bonnes raisons de penser que la pauvreté rurale peut être combattue avec succès si l'on crée de nouvelles possibilités de promouvoir la croissance rurale et si l'on améliore le contexte de risque. Le présent rapport décrit un programme d'action fondé sur une approche diversifiée de la croissance rurale, que les différents pays doivent reprendre à leur compte et adapter à leurs besoins et aux réalités locales. Toutefois, le rapport indique clairement que la mise en œuvre de ce programme suppose une action gouvernementale décloisonnée conduite par les différents ministères et l'abolition de certaines distinctions traditionnelles entre les politiques et programmes sociaux et économiques. Elle demande aussi un effort collectif, y compris de nouveaux partenariats et formes de responsabilisation, et de nouvelles méthodes de travail entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations de ruraux pauvres, la communauté internationale du développement jouant, le cas échéant, un rôle d'appui ou de médiation. Si toutes les parties prenantes le veulent avec suffisamment de force, il est possible de faire reculer considérablement la pauvreté rurale. L'enjeu n'est pas seulement le présent pour 1 milliard de ruraux et la perspective de la sécurité alimentaire pour tous, mais aussi le monde rural et son avenir, patrimoine de la génération rurale de demain.

**Page de couverture:**

Madagascar, côte Est: Lionie Marceline (au premier plan), son mari Jean Doris, leur fille Zafikalo Natacha et leur fils Andronic en train de récolter du riz cultivé avec le Système de riziculture intensive, un éventail de pratiques destinées à accroître la production de manière significative, mais avec moins d'eau et de semences. Initialement développé à Madagascar au début des années 1980, ce système a été appliqué à plus grande échelle et a fait ses preuves dans plus de 40 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.



Fonds international de  
développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)  
[www.ifad.org/rpr2011](http://www.ifad.org/rpr2011)  
[www.ruralpovertyportal.org](http://www.ruralpovertyportal.org)

